



Espace d'expression des groupes politiques du Conseil général

DE LA GAUCHE...

Groupe socialiste et apparentés

La solidarité d'abord

■ La crise économique profonde que nous traversons impacte gravement les finances départementales : les recettes économiques du Conseil général s'effondrent à cause notamment de la baisse de nos ressources fiscales liées à l'immobilier dont le niveau est inférieur de 4 millions d'euros par mois par rapport aux prévisions budgétaires du début de l'année.

Dans le même temps, nos dépenses sociales, elles, ne cessent d'augmenter sous l'effet du vieillissement de la population bien sûr mais aussi de la précarité croissante qui découle de la crise. Ainsi le financement du RSA qui remplace le RMI va impacter nos finances à proportion de l'aug-

mentation du chômage dont on nous annonce qu'elle va se poursuivre à un rythme jamais connu depuis la dernière guerre.

Le gouvernement de droite aggrave encore cette situation par des transferts de compétences sans véritable compensation qui alourdissent les charges des Départements.

Le gouvernement de droite crée une grave incertitude sur nos ressources futures avec notamment la suppression de la taxe professionnelle brutalement décidée sans concertation par le président de la République.

Et c'est le même gouvernement et sa majorité de droite qui – en dépit du bon sens et alors que la crise est très grave – continuent de défendre le

bouclier fiscal, à multiplier les cadeaux fiscaux en faveur de quelques heureux bénéficiaires déjà très favorisés et très fortunés.

Nous devons donc impérativement nous recentrer sur nos dépenses obligatoires et nos compétences légales, et fixer des priorités.

Pour nous socialistes, la priorité des priorités restera toujours l'action sociale : la solidarité en direction notamment des personnes les plus fragiles, les plus vulnérables et les plus exposées à la crise et aux aléas de la vie. Les politiques publiques en faveur des personnes âgées, des personnes handicapées, des enfants en danger ou pour l'insertion dis-

posent de tous les moyens budgétaires nécessaires.

Nous avons choisi aussi de ne pas sacrifier l'investissement, pour continuer à préparer l'avenir et pour aider nos entreprises à surmonter la crise. Grâce à son plan de soutien à l'emploi, ajouté à ses programmes d'investissement, le Conseil général va consacrer 282 millions d'euros à l'investissement en 2009 : plus qu'au cours des années passées.

Nous avons pu le faire tout en décidant de ne pas augmenter la charge fiscale qui pèse sur les contribuables isérois au moment où ils sont frappés de plein fouet par les effets de la crise. Cela aussi, c'est un choix social.

... À LA DROITE

Opposition départementale

Un budget supplémentaire négatif

■ Le 18 juin dernier, le Conseil général était amené à se prononcer sur le budget supplémentaire du Département (Décision modificative n°1), sorte d'ajustement financier par rapport au budget primitif voté en début d'année. Dans un contexte de crise économique, la majorité de gauche a choisi de voter un budget de rigueur pour les associations, les citoyens et les territoires au lieu d'atténuer les effets de cette crise par une politique de relance. Notre groupe a voté contre ce choix de l'austérité. Ci-dessous, l'intervention finale de Jean-Claude Peyrin en séance publique.

« Cette DM est inappropriée ! Monsieur le Président, vous avez choisi de présenter une DM négative. Dans une situation économique normale, ce serait un acte vertueux.

Dans un contexte de crise économique, c'est une faute. Que constatons nous ? Nous assistons à un désinvestissement du Conseil général vis-à-vis des communes et des particuliers. Cette DM montre une diminution significative des subventions dans de nombreux domaines, voire des suppressions totales de lignes budgétaires. Quelques exemples : des mesures drastiques pour les travaux d'entretien des routes et des ouvrages d'art, des nouveaux critères pour la politique eau et assainissement, la suppression d'aides aux particuliers concernant l'installation d'énergies renouvelables alors que la prise de conscience en faveur de la préservation de notre planète est réelle chez les citoyens, les diminutions de l'aide à l'enfance et à la famille, et aux personnes handicapées... Outre les

particuliers, les communes plus touchées sont les communes rurales et périurbaines qui ont déjà moins de moyens financiers que les agglomérations et qui représentent la moitié des habitants du département. Nous le regrettons sincèrement car, pour nous, l'objectif premier du Conseil général est justement l'équilibre entre les territoires ! Nous vivons tous, aujourd'hui, une période difficile, du fait de la crise économique mondiale et vous en rajoutez, monsieur le Président, en diminuant et supprimant les aides départementales. Les impôts pour les Isérois n'ont pas diminué pour autant ! Les habitants devront, individuellement et chacun en fonction de leurs besoins, pallier les manquements du Conseil général car, vous le savez, monsieur le Président, il y a des nécessités aux-

quelles on ne peut pas échapper (augmentation du prix des transports, suppression de certaines lignes...) ! Cette posture frileuse est d'autant plus injustifiée que les finances du Conseil général sont saines, avec un endettement quasi nul. Tout cela, vous le savez, monsieur le Président. Alors, on ne peut que s'interroger sur les raisons qui vous ont conduit à effectuer ces choix. Assiste-t-on à une épargne de précaution en vue de la Rocade ? Choisit-on l'austérité pour mieux ouvrir les robinets l'année prochaine, en prévision des échéances électorales de 2011 ?

L'avenir nous le dira. Pour notre part, nous n'aurions pas agi ainsi. Et, ce n'est pas une surprise, nous ne voterons pas la DM. »